

COMPTE RENDU DU CONSEIL FEDERAL du 2 AVRIL 2013

PRESENTS : P.CHARTIER – F.PRESSAT – P.MURILLO – Maurice ARRIBE – Michel ARRIBE – JP.CHETAUD – P.JOUBERT – I.SARGENI-CHETAUD – Louis CARRERE GEE – J.L. SAINT GERMAIN – Léo CARRERE GEE

EXCUSES : P.DUSSARRAT – JP.LACLAU

INFORMATIONS :

- ▶ Un directeur a été choisi et nommé à l'ABEROUAT. Il vient de prendre ses fonctions : Jean Marc REPETTO.
- ▶ Penser à se mettre à jour pour la cotisation.
- ▶ Deux emprunts :
 - Pour le véhicule à PEYRANERE
28700 € à 2,95 % - 514 € de mensualité (5 ans)
 - Pour un véhicule et la chaudière du Cardet
40800 € à 3,25 % - 543 € de mensualité (7 ans)

SALAIRES :

- Le Conseil Fédéral vote les nouveaux salaires pour :
- ▶ Les animateurs des séjours Vacances dans les centres : 30 €
 - ▶ Les animateurs pour les séjours adaptés : 38 €
 - ▶ Les directeurs pour les séjours adaptés : 52 €
Net par jour

PROJET DE CALENDRIER :

L'Assemblée Générale se tient le 6 Avril 2013 à ARZACQ

19 Avril	19 H 00	Conseil Fédéral Election du Bureau – Parler des emplois d'avenir
24 Avril	18 H 00	Bureau
29 Mai	17 H 00	Bureau
07 Juin	19 H 00	Conseil Fédéral
26 Juin	17 H 00	Bureau

L'Assemblée Générale de la Ligue Nationale se tiendra les 27.28.29 Juin 2013 à NANTES.
L'U.S.E.P. 64 et l'U.F.O.L.E.P. 64 ont déjà tenu leur Assemblée Générale
La convention Ligue/U.S.E.P. est signée.
La convention Ligue/U.F.O.L.E.P. est prête pour la signature.

LES COMPTES :

Le Trésorier Maurice ARRIBE distribue les documents comptables qui seront présentés à l'A.G.

Il fait un commentaire détaillé.
Le Résultat global est satisfaisant (- 7582 €) mais fragile.
Le rapport financier est approuvé.

CONSEIL GENERAL :

Il est rappelé que le Conseil Général nous a accordé 40.000 € de subvention pour soutenir plusieurs de nos actions (déjà citées). Nous avons été reconnus tête de réseau d'un Mouvement d'Education Populaire.

La dernière rencontre avec le Conseil Général a permis l'affirmation de l'entité Ligue au niveau de cette institution. Nous avons montré nos composantes... et notre unité. Nous plaillons pour un conventionnement triennal.

La subvention à l'U.S.E.P. est passée de 5000 € à 10000 €.

Deux projets ont été proposés concernant la liaison primaire/collège et la liaison CLIS/ULIS.

Beaucoup reste à faire pour aider aux séjours des plus démunis dans nos centres, mais aussi pour diffuser notre documentation dans les collèges.

SEMAINE SCOLAIRE :

Dans le 64, les P.E.P., les Francas et la Ligue se sont rencontrés pour créer une plateforme commune, pour s'accorder, pour faire des propositions.

La discussion s'est engagée au sein du Conseil Fédéral.

Des avis, des questions, des pistes :

► *Michel ARRIBE :*

D'autres structures (Léo Lagrange – CEMEA ...) se joindront peut être à la plateforme.

Quelles propositions pourra-t-elle faire aux élus ?

Doit-on faire une approche départementale ou répondre aux demandes locales – mairies et intercommunalités ?

Les associations peuvent-elles se partager géographiquement le territoire départemental ? ou les types d'interventions ?

► *Louis CARRERE GEE :*

Le projet éducatif de territoire va s'imposer à toutes les collectivités. Vont-elles faire appel à l'extérieur ? aux associations ?

Vont-elles mobiliser le personnel ?

Que fait la Ligue 64 si elle décide de s'impliquer ?

Embaucher un cadre compétent pour proposer soit :

- de l'ingénierie
- ou des modules d'animation dans le sport, la culture, l'art, l'écologie. A faire ou à proposer aux animateurs locaux
- ou un service complet sur tout le péri scolaire

On y va ou non ? Est-il important d'y paraître ?

► *Isabelle SARGENI-CHETAUD :*

Il faudra prendre en considération l'existant... et il est fort différent d'une commune à l'autre.

La plateforme des associations populaires ne doit pas oublier les écoles et les enseignants ; ne pas seulement parler avec les élus communaux.

Les intervenants actuels (sport, musique...) risquent d'être déportés sur le péri-scolaire.

- Les personnels communaux vont-ils être répartis nouvellement ?
- Qui va payer ? les Parents d'Elèves ou les contribuables ?
- Le privé va-t-il se proposer ?
- Les aides aux séjours scolaires dans nos centres ne vont-elles pas souffrir de l'impact financier de cette réforme ?
- Veut-on faire de la formation professionnelle pour du personnel communal ?

Des avis, quelques pistes, beaucoup de questions.

Le Président
Jean Philippe CHETAUD

Le Secrétaire Fédéral
Léo CARRERE GEE